



## **Compte rendu de la délégation de l'UL CGT au piquet de grève des surveillants de la prison de Lannemezan**

Suite au mouvement national, les agents de la Centrale de Lannemezan se sont rassemblés ce matin, le 25/01/2018 à 6h00, pour maintenir le barrage d'accès à tous véhicules.

Une délégation de l'Union locale CGT Lannemezan s'est rendue devant la prison pour soutenir ce mouvement.

La Directrice du site est venue pour informer des consignes qu'elle a reçu du Ministère qui veut mettre un terme au mouvement. Elle a expliqué les sanctions qui pouvaient être appliquées à tous les personnes présentes mais aussi à celles qui s'opposeraient à la levée du barrage par les forces de l'ordre.

Des camarades des Hôpitaux de Lannemezan ont rejoint le barrage. Puis une assemblée c'est tenue avec les personnes présentes. Dans un premier il avait été décidé de déposer les clés et ne pas prendre la relève. Une fois que toute l'équipe a été réunie, certaines personnes voulaient prendre la relève donc tous ont décidé de le faire. Dans tous les cas c'était tous ou personne. Puis les forces de l'ordre sont venues et le barrage a été levé vers 7h15. Il était convenu qu'ils fassent reculer les agents dans le respect.

- Un surveillant nous expliquait : « la violence fait partie de notre quotidien. Dans les médias ils disent que seulement ceux qui sont radicalisés, sont violents alors que 90% de la violence viennent des petits délinquants. En annonçant que notre seul problème est le cas des personnes radicalisés, ils cachent tout le problème. Après ils proposent des fausses solutions comme port d'équipement ou une prime pour les surveillants qui sont en relation avec les terroristes. Aucune de ces solutions ne supprimera le problème. Nous attendons des vraies solutions.
- Un autre surveillant nous disait : « C'est bien d'avoir une prime mais pour tous et pas cas par cas. Nous faisons tous à tour de rôle tous les quartiers et ils ne peuvent pas dire qu'il y a des surveillances qui ne sont pas affectés par les agressions. Nous subissons tous la violence. Avec une prime à la carte, ils veulent nous diviser ».
- Un jeune surveillant disait « la directrice de cette prison n'a aucune d'autorité et ne peut pas tenir ses promesses. La moindre chose est de nous briefier sur les détenus avant de nous envoyer dans les quartiers mais nous ne savons absolument rien des détenus ».
- Un surveillant expérimenté souffrait le martyr : « nous passons toute notre vie en prison, nous sommes comme eux des prisonniers. On nous demande le sale boulot et il n'y a aucune considération ni au niveau salarial ni au niveau des conditions de travail. Ils nous proposent une prime mais on demande qu'est-ce qu'ils vont faire pour régler le problème de la violence à l'encontre des surveillants. Les responsables ne sont pas capables de répondre à ce problème. Et les syndicats ne sont pas capables de prendre à cœur la question de la violence et se battre pour qu'il y a plus de moyens pour la diminuer. A chaque fois les accords sont signés avec des gens qui sont détachés et ne sont pas sur le terrain et ne connaissent pas la réalité de la souffrance des surveillants ».
- Un surveillant nous disait : « La direction met de son côté le personnel administratif pénitentiaire pour nous diviser entre nous ».

Le conflit des gardiens de prison entre dans sa 11<sup>me</sup> journée sans que la chancellerie ne réponde aux demandes légitimes de mise en sécurité de la profession des gardiens de prison par une augmentation de 2500 postes de travail statutaires nécessaires au bon fonctionnement et de conditions de sécurité d'exercice de la profession. Refuser de négocier avec les organisations syndicales constitue une faute qui renvoie la responsabilité de l'Etat à celle d'un Etat patron. La justice est moins bien considérée que le CAC 40, quand les patrons sont reçus à Versailles, les surveillants sont matraqués devant leurs prisons. Ne pas donner les moyens au Ministère de la justice de satisfaire les revendications signifie que la justice ne peut être appliquée, que les zones de non droits échappant à la vigilance des personnels vont se multiplier. IL y a lieu de repenser complètement le système carcéral en créant les conditions avec les personnels, leurs organisations syndicales, la magistrature et l'ensemble des corps constitués dont les associations d'entraide aux prisonniers. Il faut agir sur les causes de la crise systémique du système capitaliste qui n'arrête pas de créer des "hommes sans foi ni

droit" en capacité d'appliquer la loi de la jungle du tout pour moi!! qui est devenu le code de transmission du pouvoir de la classe sociale dominante depuis trop longtemps. Nous affirmons notre entière solidarité aux surveillants et à leurs familles pour leur lutte qui consiste à faire reculer le dogme éculé de l'austérité dans les services publics, en donnant satisfaction à leurs légitimes revendications.

